

Discours de réception



Réception de Mme Simone Veil

DISCOURS PRONONCÉ DANS LA SÉANCE PUBLIQUE

le jeudi 18 mars 2010

INSTITUT DE FRANCE

Mme Simone Veil, ayant été élue par l'Académie française à la place vacante par la mort de M. Pierre Messmer, y est venu prendre séance le jeudi 18 mars 2010, et a prononcé le discours qui suit :

Mesdames, Messieurs,

Depuis que vous m'avez fait le très grand honneur de me convier à frapper à la porte de votre Compagnie, qui s'est ouverte aussitôt, la fierté que j'éprouve ne s'est pas départie de quelque perplexité. En effet, même si l'Académie française, dès sa naissance, a toujours diversifié son annuaire, jusqu'à, pensez donc, s'ouvrir à des femmes, elle demeure à mes yeux le temple de la langue française. Dans ce dernier bastion, elle épouse son temps, sans céder aux dérives de la mode et de la facilité, et, par exemple, n'est-ce pas Madame le Secrétaire perpétuel, sans donner dans le travers qui consiste à faire semblant de croire que la féminisation des mots est un accélérateur de parité. Or, n'ayant moi-même aucune prétention littéraire, tout en considérant que la langue française demeure le pilier majeur de notre identité, je demeure surprise et émerveillée que vous m'avez conviée à partager votre combat.

À bien y réfléchir, cependant, depuis que vous m'avez invitée à vous rejoindre, moi que ne quitte pas la pensée de ma mère, jour après jour, deux tiers de siècle après sa disparition dans l'enfer de Bergen-Belsen, quelques jours avant la libération du camp, c'est bien celle de mon père, déporté lui aussi et qui a disparu dans les pays Baltes, qui m'accompagne. L'architecte de talent qu'il fut, Grand Prix de Rome, révérait la langue française, et je n'évoque pas sans émotion le souvenir de ces repas de famille où j'avais recours au dictionnaire pour départager nos divergences sur le sens et l'orthographe des mots. Bien entendu, c'est lui qui avait toujours raison. Plus encore que je ne le suis, il serait ébloui que sa fille vienne occuper ici le fauteuil de Racine. Cependant, vous m'avez comblée en me conviant à parcourir l'itinéraire de ce héros de notre temps que fut Pierre Messmer.

J'évoquais à l'instant la naissance de l'Académie. Dans sa monumentale

histoire de France, Jules Michelet la raconte ainsi : en 1636, une pièce de théâtre fait un triomphe à Paris. Œuvre d'un jeune avocat de Rouen, un certain Pierre Corneille, elle ne chante pas, comme l'exigeait la tradition de l'époque, les amours contrariées d'un dieu et d'une princesse antiques. La pièce exalte deux sujets que Richelieu a interdits de séjour, l'Espagne et le duel. Le cardinal est vite exaspéré par ceux qui ont pour Rodrigue les yeux de Chimène. Il prend cet engouement pour un affront et, à la cour et à la ville qui le défient, il veut opposer une assemblée du bon goût. Il sollicite ainsi les avis de Boisrobert, Conrart et quelques autres sur la pièce de Corneille. Vient ainsi de naître l'Académie française, c'est-à-dire, nous dit Michelet, une « société qui s'occupât de mots, jamais d'idées, et qui consacra ses soins à polir notre langue ». Cette société fut-elle fidèle à la vocation que le cardinal de Richelieu lui avait assignée ? S'est-elle limitée aux seuls mots, à l'exclusion des idées ? Notre propos n'est pas d'en débattre. Observons seulement que ce sont des circonstances politiques autant que littéraires qui présidèrent à la création de votre Compagnie.

Au demeurant, si la première Académie est naturellement peuplée d'écrivains et de poètes, d'un historien évidemment, d'un grammairien, de scientifiques, elle s'enrichit aussi d'un militaire, d'un ambassadeur, de parlementaires, autrement dit d'hommes chargés d'administrer et de servir la chose publique. Est-ce parce qu'elle compte dès sa création des membres des parlements de Paris, Bordeaux ou Rennes, ou qu'elle accueille plus tard de grandes figures de notre histoire parlementaire, tels Édouard Herriot ou Edgar Faure, que l'Académie française emprunte beaucoup à la tradition parlementaire ?

En tout cas, au-delà même de la proximité, sur notre rive gauche de la Seine, du palais Mazarin et du palais Bourbon, l'Académie française est solidement marquée par un compagnonnage entre l'esprit des lettres et l'esprit des lois, qui cheminent en France bras dessus, bras dessous. Il n'est pour se convaincre de leur parenté que d'observer autour de soi quand on est, comme en cet instant, assis sous la Coupole. Vous formez une magnifique assemblée, même si vous préférez à ce mot celui de compagnie, qui vous renvoie au temps du théâtre et des mousquetaires. Vous siégez dans un amphithéâtre, comme il sied aux représentants du peuple, depuis la Révolution, encore que la place de chacun d'entre vous en ces lieux ne soit nullement fonction de ses idées politiques, comme c'est l'usage au Parlement. Au perchoir - mais ce mot a-t-il cours chez vous ? - se tient un président de séance, secrétaire perpétuel ou directeur en exercice. En séance ordinaire ou extraordinaire, des discours sont prononcés, toujours brillants, parfois animés m'a-t-on dit. Bref, on croise ici toute une procédure et un vocabulaire qui me sont familiers, et m'inclinent à penser que je me trouve bel et bien au cœur d'une

assemblée, c'est-à-dire dans un lieu où se réunissent des hommes et des femmes qui considèrent que l'avis de plusieurs sera plus riche et mieux motivé que celui d'un seul. Au fil de ma vie, membre du gouvernement, j'ai fréquenté l'Assemblée nationale et le Sénat, puis appartenu au Parlement européen, que j'ai présidé. J'y ai apprécié ces occasions d'échanges, de débats, de controverses, où s'exprime, quand ils se déroulent dans une atmosphère respectueuse, le meilleur de l'esprit humain. Est-ce pour cette raison que je me sens à l'aise parmi vous ? Je vous remercie en tout cas de m'offrir cet enrichissement.

L'univers parlementaire que je viens d'évoquer, Pierre Messmer l'a longuement fréquenté, comme ministre, comme député de la Moselle, bien avant de s'asseoir parmi vous, mais lorsqu'il aborda le débat politique, a fortiori le débat académique, il était déjà nanti d'un exceptionnel vécu des heures les plus sombres, mais aussi les plus glorieuses, de notre histoire contemporaine. Né à Vincennes au creux de la Première Guerre mondiale, Pierre Messmer était lesté d'un patriotisme familial venu de l'Alsace-Lorraine, cette province qui fut longtemps la pomme de discorde entre la France et l'Allemagne. Étrange destin que celui de cette région frontalière, sans cesse disputée entre nos deux pays, devenue par la grâce d'une jeune fille de Domrémy, mystérieuse et pugnace, le symbole de la résistance à l'envahisseur. Jean Jaurès avait bien vu ce que cette province avait de symbolique. « Jeanne d'Arc regarde bien au-delà des champs de Lorraine », avait-il écrit. La croix de Lorraine, qu'accompagnera longtemps Pierre Messmer, était de cette essence-là.

Quittant sa terre après la défaite de 1870, le grand-père de Pierre Messmer s'était réfugié à Paris pour échapper à l'occupation prussienne. Son petit-fils, à travers une éducation rigoureuse, est formé par ses parents dans l'idée que, dans la vie, rien n'est acquis que par l'effort. Après de solides études secondaires, avide de vastes horizons, il accède à ce qui était encore l'École coloniale. Il en sort à temps, en 1937, pour revêtir l'uniforme, qu'il ne quittera qu'en 1945. Tandis qu'au seuil de la guerre, rien ne le distingue des jeunes officiers de sa génération, c'est en pleine débâcle, le 17 juin 1940, je dis bien le 17, et non le 18, qu'il entre sans préavis et de plain-pied dans l'Histoire. Ce jour-là, en effet, comme toute la France, écrasée par le désastre, éparpillée sur les routes, il entend le vieillard étoilé qui sollicite l'armistice. Je l'imagine, à la fin du repas qu'il partage avec quelques autres jeunes lieutenants, dans un village de l'Allier, écoutant, médusé, la radio qui diffuse l'allocution du maréchal Pétain. Et voilà qu'aussitôt, je dis bien aussitôt, il décide avec son camarade Jean Simon d'échapper à la spirale de la défaite pour gagner tout endroit « où le combat fait signe », comme dit la chanson. Ainsi, avant même l'appel que Charles de Gaulle lancera de Londres le

lendemain, 18 juin, et que du reste ils n'entendront ni l'un ni l'autre, ils prennent le large, entrant dans l'illégalité avec un ordre de mission rédigé par leurs soins, et signé par Messmer du nom de Canrobert. Ainsi, à un maréchal qui renonce, le jeune homme oppose un autre maréchal, héros de la conquête de l'Algérie et de la guerre de Crimée. À moto d'abord, puis en auto-stop et finalement en train, les voici qui gagnent Marseille et, dans le désordre qui y règne, ayant abandonné leurs uniformes pour des vêtements civils, recherchent un embarquement pour l'Afrique du Nord ou, mieux, la Grande-Bretagne. Se battre est leur idée fixe.

La suite de cette équipée est connue. Leur quête croise le destin d'un cargo italien, le *Capo Olmo*, saisi à Marseille le jour de l'entrée en guerre de l'Italie, avec son chargement d'aluminium et de farine et qu'un officier de la marine marchande, le commandant Vuillemin, a mission d'acheminer à Oran. Le 23 juin, le *Capo Olmo* prend la mer au milieu d'un convoi. À la barre, Messmer. Ce Parisien, d'origine alsacienne, est breton d'adoption. Durant ses vacances à Saint-Gildas-de-Rhuys, village auquel il demeurera attaché toute sa vie, il a appris à naviguer sur le *Saint-Pierre*, un petit bateau en bois que son père a fait construire et lui a offert pour son bac. L'éducation maritime du jeune homme a été confiée à un vieux pêcheur, qui l'emmène en mer et en profite pour jeter les filets. C'est donc tout naturellement que Pierre Messmer barre le *Capo Olmo*. Dans sa poche, son pistolet est chargé. Sait-on jamais ? D'accord avec Messmer et Simon, au prétexte d'une avarie, le commandant Vuillemin annonce à l'équipage sa décision de quitter le convoi et de gagner Gibraltar. Voici Pierre Messmer à Gibraltar, en route vers la France libre, où nous le retrouverons.

Revenons quai de Conti. À l'instant de son élection à l'Académie française, le nouvel élu prend place parmi vous, mais il accède aussi à une généalogie prestigieuse, formée de ceux qui l'ont précédé. Il y a un sentiment étrange, je l'avoue, à s'asseoir dans un fauteuil en percevant autour de soi la présence de mânes bienveillantes. Aucun de nos prédécesseurs ne ressemble à un autre. Chacun a eu ses mérites, en son temps. Certains noms des titulaires du 13^e fauteuil sont ainsi parvenus jusqu'à nous, d'autres n'ont été connus que de leurs seuls contemporains. Est-ce injuste, est-ce mérité ? Racine, Crébillon, Feuillet, Loti, Claudel, Wladimir d'Ormesson et Maurice Schumann, telle est en tout cas, désormais, mon ascendance académique. Elle est prestigieuse, et me conforte dans l'idée que j'énonçais il y a un instant : un dramaturge, un romancier, un officier de marine, des ambassadeurs, un ministre, la diversité des talents est votre lot, et ce depuis toujours. De la marque indélébile des tragédies de Racine, fréquentées aux temps de mon adolescence, un souvenir anecdotique se détache. Dans les classes

terminales du lycée de Nice, Phèdre n'avait pas droit de cité, entourée qu'était la fille de Minos et de Pasiphaé d'un halo incestueux, et donc à l'époque regardée comme non fréquentable par des jeunes filles !

Les deux derniers titulaires du 13e fauteuil appartenaient à l'ordre prestigieux de la Libération, et l'esprit de la France libre semble planer sur ce fauteuil. Pierre Messmer et Maurice Schumann furent de ces quelques hommes qui entendirent leur nom prononcé par le chef de la France libre, accompagné de cette phrase : « Nous vous reconnaissons comme notre compagnon, pour la libération de la France, dans l'honneur et par la Victoire. » Pierre Messmer a reçu la croix de la Libération le 26 mai 1941. Plus tard, il sera chancelier de cet ordre voulu par le général de Gaulle, ordre prestigieux, limité dans ses effectifs et dans le temps. Il a également été chancelier de l'Institut, et des plus actifs et efficaces, m'avez-vous dit. En l'élisant parmi vous, vous aviez voulu apporter à ce jeune ordre de la Libération le prestige multiséculaire de votre institution, mais surtout signifier que la gloire des compagnons devait avoir place en ces murs, comme hier celle des héros de la Grande Guerre. Je me rappelle, au début du mois de juin 1944, alors que j'étais à Auschwitz, avoir ramassé un fragment de journal allemand relatant le débarquement en Normandie. La révélation de cet événement avait suscité en nous, mes camarades et moi, une immense espérance. Parmi ces troupes avaient débarqué des Français. Qu'il me soit permis, devant François Jacob, de rendre hommage à ceux qui incarnèrent alors l'honneur retrouvé et l'action en vue de la liberté.

En juillet 1940, le *Capo Olmo* est en Angleterre. Sa cargaison est vendue, apportant à la modeste France libre ses premiers revenus. Les héros de cette aventure sont présentés au général de Gaulle. Si Messmer et Simon ont entendu le 17 juin le maréchal Pétain, le 18 juin, sur leur moto, ils n'ont, je l'ai dit, entendu personne. Messmer se souvient pourtant d'avoir lu à Marseille, le surlendemain, un journal qui relatait l'appel d'un certain général de Gaulle - « orthographié avec un seul l » avait-il noté. Un mois plus tard, il était devant lui.

L'entrevue entre le général de Gaulle et Pierre Messmer est brève, sobre. Elle ne dure que quelques minutes. Commence pourtant ce jour-là un long compagnonnage, que les deux hommes ne soupçonnent pas. À Londres, de Gaulle ne se perd pas en compliments : en le rejoignant, ces jeunes Français ont-ils fait autre chose que leur devoir ? Peut-être secrètement impressionné par leur épopée, il leur octroie néanmoins une faveur et propose à Messmer et Simon de choisir leur affectation. Pour l'un et l'autre, la réponse est immédiate et identique : la Légion étrangère. Plus tard, Pierre Messmer s'expliquera sur ce choix, d'une voix qu'on imagine bourrue et amusée : « Pourquoi la Légion ? Parce que je voulais faire la guerre avec des gens sérieux. » De fait, en cet été 1940,

les légionnaires présents sur le sol britannique sont les rares Français libres aux états de service dignes de ce nom : six mois plus tôt, la 13^e demi-brigade de la Légion étrangère a battu les troupes allemandes à Narvik. Son chef de corps, le colonel Magrin-Verneret, dit Monclar, a choisi sa devise : *More majorum*, « À l'exemple des anciens », à laquelle, toute sa vie, Pierre Messmer restera fidèle, comme il restera fidèle à cette institution singulière qu'est la Légion étrangère, que Lyautey appelait « ma plus chère troupe ». Le jour de sa réception parmi vous, il se présenta comme légionnaire et rendit hommage aux morts pour la France issus de ses rangs. En 2005 fut organisée, ici même, sous cette Coupole, une séance solennelle au cours de laquelle de jeunes légionnaires de la 13^e demi-brigade lui rendirent les honneurs.

Vous étonnerai-je ? Je ne suis guère familière de ce monde. Mais au contact de Pierre Messmer, que vous avez provoqué en me désignant à sa succession, j'ai compris pourquoi cette troupe séduisait tant les écrivains. Blaise Cendrars, mais aussi Arthur Koestler ou Ernst Jünger, s'y engagèrent. Cendrars avouait : « Être un homme et découvrir la solitude. Voilà ce que je dois à la Légion. » D'autres, comme Joseph Kessel, fascinés par cette troupe romanesque, ont brossé d'admirables portraits de légionnaires. Dans *L'Armée des ombres*, un personnage a cette formule : « Tu jouais encore aux billes que je commandais des hommes de la Légion. » Ces mots pourraient avoir été prononcés par Pierre Messmer, lui qui fut conduit à commander à des vétérans de la campagne de France et de la bataille de Narvik, quand nombre de ses contemporains retrouvaient, dès l'automne 1940, le chemin du lycée ou de l'université.

Les légionnaires présents sous la Coupole en 2005 ne venaient pas d'Espagne ou d'Allemagne, comme ceux que le lieutenant Messmer avait eus sous ses ordres, mais plus probablement d'Ukraine, de Roumanie ou du Brésil. Pourtant, une commune envie de servir les animait. Avez-vous relevé cet après midi-là leur fort accent, lorsqu'ils chantèrent ou récitèrent les vers graves et émouvants de la poésie légionnaire ? Ils étaient, à leur manière, les ambassadeurs de la langue française, ayant renoncé à leur passé, à leur nom peut-être, pour se couler dans un nouvel uniforme, apprendre une nouvelle langue, adopter un nouveau pays, épouser une nouvelle histoire. Ce renoncement à soi-même, c'est l'effort que la Légion étrangère demande à ceux qui la rejoignent. Au terme de cinq années de services « avec honneur et fidélité » - c'est la formule -, un passeport leur est accordé. Pareil contrat moral passé entre la France et de jeunes étrangers doit être salué. Il honore une société désireuse de donner aux hommes une seconde chance. Le képi blanc qu'arborent les légionnaires symbolise d'ailleurs cette nouvelle vie. Chaque année, dans le défilé du 14 Juillet, c'est à la Légion qu'est

réservé le plus vif succès. Chacun sait le rôle prioritaire qui demeure le sien dans toute intervention armée sous nos couleurs.

Tout cela est éminemment romanesque ; il est donc naturel que soit exaltée en ces murs la mythologie légionnaire. J'ai évoqué plus haut des noms d'écrivains engagés sous le képi blanc. À l'inverse, nombre de légionnaires furent d'authentiques écrivains, parfois d'admirables poètes. Connaissez-vous Allan Seeger, un Américain mort en 1916 sur la Somme ? Je me contente de vous dire ces vers : *I have a rendez vous with death* : « J'ai rendez-vous avec la mort quand le printemps ramènera les beaux jours azurés. » Dans les sables de Bir-Hakeim, le général Kœnig se faisait lire des vers, alors qu'il tenait en ses mains le sort des 3 700 soldats français retranchés, chargés de fixer les troupes du général Rommel. L'un de ces légionnaires se nommait Pierre Messmer. Il commande alors une compagnie, au sein de la première brigade française libre, et attend l'ennemi dans la chaleur et l'incertitude. Qui sont les hommes qui l'entourent ? Il faudrait évoquer les mémoires glorieuses du général Kœnig, du colonel Amilakvari, du colonel de Sairigné. L'histoire de la Légion étrangère - et l'histoire tout court - ont retenu leurs noms. Permettez-moi de citer d'autres soldats, dont la mémoire des hommes n'a rien su, mais qui furent, à n'en pas douter, présents dans le cœur de Pierre Messmer jusqu'à son dernier jour. Il dira d'eux qu'il ne pouvait rien en attendre, « hormis leur courage ». Empressons-nous d'ajouter que le courage ne leur fera jamais défaut. Je voudrais vous parler de l'adjudant Montbel, un ancien avocat au barreau de Paris, engagé à la Légion après le scandale Stavisky. Du lieutenant Svatkovski, un Russe blanc qui s'était battu pour le tsar, mais aussi en Chine et en Espagne ; le genre grand buveur et cœur romanesque. Du lieutenant Devé, un tempétueux syndicaliste qui avait servi en 14 puis remplié en 40 à l'âge de 50 ans. Je voudrais encore citer le légionnaire Mamuric, un ouvrier agricole croate qui sauva la vie du lieutenant Messmer en Érythrée, et le légionnaire Dominguez, un militant anarchiste espagnol qui refusait par principe tout galon. L'un de ces hommes, qui devait être un poète - et sûrement un philosophe -, luttait contre la soif du désert en suçant des cailloux. À chaque fois qu'il effectuait ce geste, il portait un toast imaginaire à Démosthène. Un avocat douteux, un anarchiste, des hommes irréguliers, pour reprendre la belle formule d'Étienne de Montety, telle était la troupe à qui le destin avait confié, sinon le sort de l'Europe, du moins l'honneur de la France en armes. À Mamuric, Messmer demanda un jour pourquoi il se battait. La réponse fut immédiate : « Pour la liberté, mon capitaine. »

Après un long périple qui, de l'automne 1940 à la fin de 1941, conduit la 13e demi-brigade d'abord en Afrique noire, puis en Érythrée et en Syrie, participant à tous les combats, voici donc l'unité de Pierre Messmer

enterrée, au début de 1942, dans les sables de Bir-Hakeim. Je crois bien que Pierre Messmer y est heureux. Quelques années plus tôt, il a choisi la voie d'administrateur de la France d'outre-mer pour connaître le rêve de René Caillé en Mauritanie et au Mali, celui de Charles de Foucauld dans le Sud saharien. C'est d'ailleurs les écrits de ce dernier qu'il a emportés dans sa cantine à Bir-Hakeim. On se demande souvent quel livre on emporterait sur une île, jamais quel livre on emporterait en plein désert. Pierre Messmer a choisi sa bibliothèque du désert : Pascal, Péguy, Psichari. Ces lectures lui inspirent alors des considérations sur la vie qu'il mène depuis plusieurs mois : « La guerre dans le désert est particulière, écrit-il, dure et belle. Les malheurs de la guerre ne frappent que les guerriers. C'est pourquoi la guerre du désert, si dure aux corps, ne salit pas les âmes. »

La bataille de Bir-Hakeim appartient désormais aux manuels d'histoire, comme Austerlitz ou la Marne. Elle s'est déroulée du 15 février au 10 juin 1942. À Kœnig, Rommel a envoyé par trois fois des émissaires lui enjoignant de se rendre. Par trois fois, Kœnig les a éconduits. Les Français, ancrés dans le sable, protégés par des champs de mines et des armes antichars, s'apprêtent à soutenir un siège contre une armée bien supérieure en nombre. Je laisse la parole à un témoin de la bataille : « Notre calvaire commença une nuit de pleine lune, en mai, quand retentirent des tirs d'armes lourdes, juste avant l'aube. Au nord le ciel flamba brusquement et on entendit des salves sporadiques et des explosions. » Ces lignes sont signées de l'adjudant Travers, Susan Travers. Oui, vous avez bien entendu : Susan Travers, légionnaire matricule 22.166. Une femme à la Légion étrangère ? Vous le savez mieux que quiconque, il arrive que des institutions soient créées et vivent longtemps, composées exclusivement d'hommes. Un jour une femme survient, et le visage de cette institution s'en trouve subitement modifié. C'est ce qui est arrivé à la Légion, quand Susan Travers, jeune Britannique engagée dans la France libre, devint chauffeur du général Kœnig. Elle endura elle aussi le terrible siège de Bir-Hakeim et se distingua au volant d'une Ford, lors de la mémorable sortie qu'effectuèrent les Français pour échapper à l'encerclement dans la nuit du 10 juin 1942.

La compagnie Messmer est spécialement éprouvée. Le dernier jour, elle est encore aux avant-postes, chargée d'effectuer une contre-attaque au nord du dispositif. En quelques heures, elle perd la moitié de ses effectifs. Cette nuit-là, le général Kœnig décide que les Français tenteront une sortie, mais il oublie d'en informer son subordonné. À minuit, Kœnig et Amilakvari s'élancent, juchés sur le véhicule de l'adjudant Travers. Ce que voyant, Messmer comprend. Il se met alors en route précipitamment, à la tête de ses quarante légionnaires. D'incident en

incident, il court toute la nuit. À l'aube sa compagnie rallie le point de rassemblement avec une colonne de secours anglaise. Pierre Messmer est indemne, mais les pertes sont lourdes. Mort, le capitaine de La Maze, qui fut son chef d'escadron. Mort, le lieutenant Devé. Morts aussi, Mamuric et Dominguez, qui luttèrent pour la liberté. Sur les 3 700 français de Bir-Hakeim, 1 500 y laisseront la vie. Quelques heures plus tôt, à un officier qui lui disait : « Cette nuit, mon père, vous allez avoir à donner beaucoup d'absolutions », l'aumônier avait répondu : « Ce soir, tous les morts vont au Paradis. »

Pierre Messmer est encore en première ligne dans une autre bataille du désert, El-Alamein. Chargé de prendre le massif de l'Himeimat, il parvient au sommet, sans liaison radio, tient quelques heures avant d'être obligé de décrocher. Une nouvelle fois, les pertes sont lourdes pour les Français libres. Un de ses adjoints, le sous-officier Lacroix, qui l'année d'avant, en Érythrée, avait tardé à agir, se comporte en héros durant l'assaut : blessé durant la retraite, il se fait sauter avec une grenade, en lançant au légionnaire qui l'accompagne un mot digne des Spartiates aux Thermopyles : « Va dire au capitaine que l'adjudant chef Lacroix a fait aujourd'hui ce qu'il aurait dû faire à Keren l'année dernière. »

Le 18 juin 1942, au Royal Albert Hall de Londres, le général de Gaulle prononce un discours. Fidèle à son amour des lettres, il cite Chamfort : « Les raisonnables ont duré. Les passionnés ont vécu. » « Pendant ces deux années, affirme le chef de la France libre, nous avons beaucoup vécu, car nous sommes des passionnés. Mais aussi nous avons duré. Ah que nous sommes raisonnables ! » Passionné et raisonnable, tel apparaît Pierre Messmer tout au long de sa vie.

On se souvient qu'il avait choisi l'administration de la France d'outre-mer. Depuis sa petite enfance, il aime administrer. À Saint-Gildas, il organise des jeux pour ses contemporains. À Paris, l'adolescent s'implique dans un patronage de quartier. Pourquoi la France d'outre-mer ? Comme nombre de jeunes gens de sa génération, il croit à une France riche de valeurs qu'elle a le devoir d'apporter aux populations du monde entier. Il aime ces peuples si différents de lui, savoure le sentiment infini de la liberté à des milliers de kilomètres de sa terre natale.

À la fin de la guerre, Pierre Messmer réintègre son corps d'origine, qui entre-temps, courant derrière l'évolution du monde, n'est plus le ministère des Colonies, mais celui de la France d'outre-mer, intitulé qui lui-même se révélera très vite obsolète. Après quelques épisodes hauts en couleurs, en forme de va-et-vient avec le Vietnam, au début de ce qui va être la guerre d'Indochine, épisodes marqués notamment, s'il vous plaît, par une capture par le Vietminh, suivie évidemment d'une évasion. Il est alors nommé dans l'Adrar en Mauritanie, puis en Côte-d'Ivoire, et

enfin affecté au Cameroun, qu'il avait brièvement traversé à l'automne 1940 avec les troupes de la France libre. À chacune de ces affectations, il met en œuvre ses dons d'organisateur, s'appuyant sur les hommes, dont certains deviendront ses amis. Au premier rang de ceux-ci, Félix Houphouët-Boigny, dont Pierre Messmer, dans ses mémoires, a dressé un portrait chaleureux.

Sur l'immémorial continent noir, l'histoire semble se mettre en marche. Durant la période 1940-1945, le regard des Africains a changé. Devenu directeur de cabinet de Gaston Defferre, Pierre Messmer conçoit en quelques mois une importante loi-cadre destinée à associer les Africains à l'exercice du pouvoir exécutif. En 1958, Pierre Messmer reçoit le général de Gaulle, à peine revenu au pouvoir, et l'accompagne dans sa tournée en Afrique occidentale. En Guinée, un jeune dirigeant local, Sékou Touré, prononce à l'encontre de la France un véhément réquisitoire. De Gaulle repart furieux. Pour le vieil Africain qu'est désormais Pierre Messmer, c'est la fin d'un cycle historique. Le temps où les cartes scolaires Vidal de La Blache affichaient en rose les pays sous influence française a vécu. En cette fin des années cinquante, l'Afrique aspire à prendre en main son destin. Il faut l'accepter avec sagesse. Pourtant, cette réalité a certainement des accents douloureux pour Pierre Messmer. C'est au lecteur de Lawrence et de Psichari, à l'amoureux du désert qu'il revient de mener ces pays à l'indépendance. Il s'acquittera de cette mission avec abnégation, faisant taire en lui la voix de l'affectif, du romantisme, de l'émotion. Il n'en a pourtant pas fini avec l'Afrique.

Au lendemain des « barricades d'Alger », le général de Gaulle, décidé à régler le conflit qui fait rage en Algérie, l'appelle en effet au gouvernement comme ministre des Armées. L'ancien commandant de compagnie à la Légion étrangère effectue à ce moment une période d'officier de réserve. Nous sommes en février 1960. En quelques heures, le colonel Messmer quitte la Kabylie et le 8^e régiment parachutiste d'infanterie de marine et troque le treillis léopard pour le costume cravate. Le voici à l'Élysée. L'analyse de de Gaulle est simple : l'Algérie est en guerre, et pour faire la guerre, il faut un soldat. Il en tient un - et de la plus belle allure - en la personne de Pierre Messmer. Le général choisit son ministre comme il choisirait son chef d'état-major. Il prend le plus compétent, sans aucun souci d'équilibre politique. Selon l'article 15 de la nouvelle Constitution, le président est le chef des armées. Il l'est à plus forte raison quand il est lui-même un ancien officier d'active, doté d'un caractère en acier.

Il faudrait entrer plus avant dans l'intimité de la relation qui lia l'ancien chef de la France libre et son ministre. Une relation faite d'admiration réciproque, d'estime mutuelle, d'appartenance commune à une confrérie, celle des compagnons de la Libération, mais aussi de

soumission hiérarchique. Ce lien à toute épreuve, une anecdote l'illustre, rapportée par votre confrère Alain Peyrefitte dans son irremplaçable *C'était de Gaulle* : lors d'un conseil des ministres, le président de la République, qui s'apprête à se rendre en visite officielle au Mexique, précise que ce pays souhaiterait que la France lui restitue trois drapeaux. Le chef de l'État commente : « Je n'aime pas rendre des trophées que notre armée a arrachés au combat. Vous voyez de Gaulle arriver avec des drapeaux dans ses valises ? » Et Messmer donc : ces drapeaux, c'est sa chère Légion étrangère qui les a conquis, en 1863, signant là ses premiers faits d'armes. Une nouvelle fois, Messmer fait taire ses sentiments, ne cherchant que le sens de l'État et le service du chef. Il envoie discrètement un officier à Mexico pour rendre les drapeaux, facilitant ainsi le voyage du chef de l'État en Amérique centrale.

On s'en souvient, les deux hommes s'étaient rencontrés pour la première fois en juillet 1940 à Londres. Après leur longue coexistence des années soixante, ils se reverront, pour la dernière fois, en juillet 1969. Pierre Messmer a raconté la visite à Colombey, le rituel immuable du déjeuner, de la promenade sous les arbres du parc, le Général prenant ensuite congé de lui avant de s'asseoir devant son poste de télévision : ce jour-là, un vaisseau spatial s'apprête à poser un homme sur la Lune. Du *Capo Olmo* à *Apollo*, que de progrès techniques, que d'événements. Ce soir-là, Messmer prend la mesure du temps qui a passé, aux côtés de son chef.

Au gouvernement, il côtoie une autre figure indissociable de la geste gaullienne, André Malraux. Il n'y a pas plus dissemblables que les deux hommes. D'un côté, le soldat courageux de Bir-Hakeim, sobre autant dans sa mise que dans son expression, qui déclarait un jour à votre confrère Maurice Druon, en une formule toute militaire : « Je n'aime pas les coups d'encensoir, ça fait mal à la tête. » De l'autre, l'écrivain fantasque, imaginatif, ayant servi dans la Résistance et largement rêvé celle-ci. André Malraux est l'un de ceux qui ont fait entrer la France libre dans la littérature. Supériorité du verbe sur l'action ? Les hommes d'action n'ont pas besoin de parler, puisqu'ils agissent. Quand il évoque la guerre, Pierre Messmer n'est pas bavard, ou alors il s'en tient à des anecdotes, pour distraire son auditoire.

Pierre Messmer se souvenait aussi des combattants de la dernière heure à la libération de Paris. Il conservait dans son cœur le mot du poète : « Défense de déposer du sublime dans l'histoire. » Il s'en garda bien, estimant que la geste de la France libre se suffisait à elle-même. Ses mémoires précis et rigoureux, ses récits intitulés *Les Blancs s'en vont* ou *La patrouille perdue* sont captivants, fourmillant d'observations, de remarques narquoises. Mais ils attestent le souci de l'auteur de témoigner plutôt que d'exalter.

Nommé ministre des Armées, Pierre Messmer se retrouve chargé du sort de plus d'un million de Français sous l'uniforme. En 1960, l'armée est dans une situation psychologique délicate. Certains officiers font la guerre depuis 1940, ayant successivement combattu en Europe, puis en Indochine et enfin en Algérie. Depuis quinze ans, ils naviguent loin de la métropole dans d'âpres combats, entrelacés de considérations politiques sinon idéologiques. Beaucoup ne se sentent ni compris, ni aimés, ni soutenus par leurs compatriotes. En Algérie, l'enchaînement des événements depuis ce funeste 1er novembre 1954, qui a vu mourir sur la route de Biskra à Arris un couple de jeunes instituteurs, les Monnerot, ainsi que le caïd de M'Chounèche, Hadj Sadok, a conduit nos soldats à effectuer tous les métiers : policiers, maîtres d'école, assistantes sociales, officiers d'état civil, administrateurs. C'est beaucoup, trop disent certains. Contre la « rébellion », l'armée a remporté d'incontestables succès militaires, mais les victoires des centurions ne suffisent pas à régler la crise algérienne, qui a déjà emporté la IV^e République. Il y a autre chose de plus profond qui se joue, et qui, dans l'histoire de France, dépasse la simple aventure coloniale. Sinon, comment expliquer les déchirements d'un Albert Camus, écartelé entre l'émancipation et l'amour de sa terre, entre la réforme nécessaire pour améliorer le sort des populations d'Algérie et ses souvenirs d'enfant de Belcourt, entre l'exil et ses émerveillements devant les matins de Tipaza ? Pourtant, il faut agir. Le général de Gaulle a été ramené au pouvoir pour régler cette crise, personne n'en disconvient. Comment ? Chacun a son avis. L'Algérie est le principal dossier du ministre des Armées. Il y passe quatre à cinq jours par mois, visitant les états-majors, les unités, les postes, répondant aux inquiétudes des officiers. Lors de la fameuse « tournée des popotes », il accompagne le général de Gaulle.

En avril 1961, il est au Maroc, pour assister, aux côtés du jeune roi Hassan II, au transfert des cendres du maréchal Lyautey vers le sol français. On ne pourrait imaginer circonstance plus significative : une cérémonie à la mémoire d'un des plus forts symboles de la présence française en Afrique du Nord. Lyautey, qui fut membre de votre compagnie, croyait passionnément à la grandeur civilisatrice du rôle de la France au-delà des mers, et, dans le même mouvement, pressentait que les temps conduiraient à changer le rapport de subordination entre la métropole et les peuples sous sa tutelle. Le retour de sa dépouille à cette date sonne comme un glas. À Rabat, le ministre des Armées est informé que quatre généraux - le fameux « quarteron », comme le qualifie aussitôt le Général, avec sa prodigieuse capacité à susciter le pouvoir des mots - soutenu par quelques unités, se soulèvent ouvertement contre l'autorité de la République. Le 1^{er} régiment étranger de parachutistes investit Alger. Ce régiment, Pierre Messmer le connaît bien : c'est l'unité la plus prestigieuse de l'armée. Quelque temps plus

tôt, il l'a visité sur le terrain, allant de compagnie en compagnie, écoutant les états d'âme des officiers, recueillant leurs doléances. À chacun, il a rappelé les consignes : faire la guerre, pas davantage. La politique doit rester l'affaire des politiques.

À l'annonce d'un événement qui pourrait dégénérer en guerre civile, Pierre Messmer n'a pas pu ne pas se souvenir de ces journées de 1941, en Syrie, où lui et ses hommes se trouvèrent face aux légionnaires du 6^e régiment étranger d'infanterie fidèles à Vichy, sous le commandement du général Dentz. Cet affrontement fratricide, la Légion a voulu l'oublier. Il a d'ailleurs été décidé qu'aucune citation, aucune décoration ne serait décernée pour cette campagne, signe de l'embarras qu'ont éprouvé les protagonistes. Le lieutenant Messmer avait vécu l'épisode dans la douleur, les larmes même, avoue-t-il, lui pourtant si pudique.

L'histoire du putsch d'Alger est connue : c'est un coup d'État, un mélange de force et d'improvisation. Rapidement le 1^{er} REP tient la ville ; mais après ? Le général de Gaulle prend la parole à la télévision et à la radio pour condamner une aventure où le désespoir a sa part. L'armée, dans son immense majorité, ne bouge pas, à l'instar des appelés qui demeurent dans leurs casernes. En trois jours, la sédition est à bout de souffle. Sitôt le putsch en échec, Pierre Messmer offre sa démission, parce qu'il considère qu'il a manqué à son devoir. Le président de la République la refuse. Pourtant, il ne décolère pas. Des officiers se sont dressés contre la légalité républicaine, ont entraîné dans cette désobéissance des soldats, notamment étrangers. Devant son ministre impavide, le regardant droit dans les yeux, il prononce ces mots terribles : « Il faudra dissoudre la Légion étrangère. » Comment ne pas imaginer les images qui surgissent dans la tête de Messmer ? Son arrivée à Morval Camp en 1940, où il fit la connaissance de la 13^e demi-brigade. La noble figure du colonel Monclar. Les visages des braves Mamuric et Dominguez. Pierre Messmer serait donc l'homme qui bifferait d'un trait de plume le paraphe de Louis-Philippe créant la Légion étrangère, effacerait les grandes heures du Mexique, de la Crimée, de la Somme, de l'Indochine ? Pour la première fois, peut-être la seule, l'officier, célèbre pour son mutisme, le ministre, choisi pour sa solidité morale, se cabre : « Je ne le ferai pas, parce que je ne peux pas le faire. Pour moi c'est une question d'honneur. » De Gaulle n'insiste pas. Il décide la dissolution du seul régiment putschiste et épargne les autres.

Je n'évoque pas cette phase de la vie de Pierre Messmer sans difficulté ni sans prudence. La gravité des événements et leur extrême complexité nécessitent qu'on aborde cette époque avec tact. Il serait malvenu de juger du haut de notre chaire, nous qui bénéficions aujourd'hui du recul et de la sérénité. Mais il faut rappeler que ce fut un temps où l'on vit les

dirigeants d'une grande démocratie intervenir dans le déroulement de la justice, dicter la composition du haut tribunal militaire chargé de juger les conjurés, convoquer le procureur pour lui inspirer les conclusions de son réquisitoire, tenter de peser sur le verdict. Jusqu'à la fin de sa vie, Pierre Messmer assumera publiquement cette attitude, fustigeant la désobéissance au chef de l'État, rappelant sans cesse la nécessité absolue du respect de la légalité républicaine. En privé, il se révélera plus nuancé et, à la fin de sa vie, entreprendra des démarches discrètes pour rencontrer le commandant Denoix de Saint-Marc, l'homme qui commandait le 1er REP lors du putsch d'Alger. Quelque quarante ans après les faits, Pierre Messmer estimera venu le temps de la « paix des braves ».

Mesdames et Messieurs, on ne peut non plus évoquer ces temps de malheur sans aborder un douloureux dossier. Ancien magistrat, m'étant beaucoup investie pour améliorer la condition des prisonniers du F.L.N. en Algérie et en métropole, je n'en suis que plus à l'aise pour aborder une autre page tragique de notre histoire. En Algérie, des musulmans avaient accepté de servir dans l'armée française. On les appelait les « moghaznis », ou plus communément les « harkis ». Leurs effectifs s'élevèrent à 90 000 hommes et leurs familles. Les accords d'Évian stipulaient qu'aucun Algérien ne serait inquiété pour ses engagements passés, notamment dans l'armée française. Les autorités françaises voulurent croire à ce traité et mirent tout en œuvre pour qu'il fût respecté. Pour nombre d'officiers français, ce fut un déchirement d'abandonner à leur sort des hommes qui avaient partagé leurs combats. Certains décidèrent leur rapatriement en métropole. Après y avoir un temps consenti, et ouvert des camps d'hébergement, les autorités françaises publièrent des instructions très strictes mettant fin au rapatriement. La plupart des harkis durent ainsi rester en Algérie, en butte à l'opprobre et souvent à d'horribles représailles. Quel fut le nombre de victimes ? Les historiens s'opposent encore sur ces chiffres. La tragédie de ces familles entières abandonnées laisse en tout cas une tache indélébile sur notre histoire contemporaine.

Une nouvelle fois, Pierre Messmer se plia à la rigueur d'État, au devoir d'obéissance. Plus secrètement, il souffrit de ce drame, évoquant même dans des entretiens ultérieurs avec Philippe de Saint-Robert une situation de « non-assistance à personne en danger ». Plus que quiconque à l'époque, il eut le redoutable devoir d'incarner l'autorité de l'État. La littérature nous a familiarisés avec la figure héroïque d'Antigone opposée à celle, plus austère, de Créon. L'émotion, l'idéalisme, la piété filiale, poussent à soutenir le combat de la fille d'Œdipe, plutôt que les sévères principes du roi de Thèbes. Antigone est de notre temps, et celui-ci vomit Créon. Mais Créon est-il si détestable ? Écoutons-le dans la pièce de

Sophocle : « Si quelque criminel fait violence aux lois ou se met dans la tête de donner des ordres à ses chefs, il n'aura jamais mon aveu. C'est celui que la ville a placé à sa tête à qui l'on doit obéissance, et dans les plus petites choses et dans ce qui est juste, et dans ce qui ne l'est pas ». Oui, vraiment est-il si détestable, celui qui exige le respect des lois de la Cité, quel qu'en soit le prix ?

Un devoir parfois ingrat incombe à l'homme politique. Quand il accepte un mandat ou une mission, sa personne et ses sentiments doivent s'effacer. Il se doit de définir et d'appliquer la politique la plus conforme à l'intérêt général. Une part de la grandeur de ce métier est là. Cela s'appelle le courage. Il ne faudrait pas réduire le texte de Sophocle à un éloge inconvenant du cynisme en politique. Il est un plaidoyer pour la responsabilité. Un homme politique ne doit pas chercher à plaire, mais à agir. Pierre Messmer fut ce ministre inflexible, en des circonstances qui exigeaient l'inflexibilité. Des états d'âme, des scrupules, des déchirements, il en eut certainement. Mais il les garda par-devers lui. On peut être en désaccord avec les choix politiques qui furent les siens, désapprouver sa fidélité au général de Gaulle. Il est impossible d'en contester la dignité, qui est celle du serviteur de l'État.

On pouvait penser que Pierre Messmer avait accepté d'entrer en politique auprès d'un homme exceptionnel, dans des circonstances qui ne l'étaient pas moins, et qu'il se serait retiré sitôt réglé le conflit algérien, ou sitôt parti le général de Gaulle. C'eût été négliger le sens de l'intérêt général qui l'animait. Après l'Algérie et ses traumatismes, il lui faudra conduire la réforme de l'armée française. Il œuvrera pour ajuster ses effectifs aux exigences du temps de paix. Il lui fera également prendre le grand tournant nucléaire. Et en mai 1968, lorsque Pierre Messmer s'opposera résolument au ministre de l'Intérieur, qui insiste pour envoyer la troupe contre les jeunes manifestants, c'est en songeant à l'Algérie et à ses erreurs qu'il refusera.

Après le départ du Général et l'élection de Georges Pompidou, Pierre Messmer observe, pendant deux ans, une sorte de retraite endeuillée dont le nouveau président de la République le tire en le priant d'abord d'accepter le portefeuille de l'Outre-Mer, puis, après la rupture avec Jacques Chaban-Delmas, la charge de Premier ministre. Pourquoi lui ? Les politologues se sont interrogés sur ce choix. D'autres personnalités de l'époque pouvaient prétendre à l'hôtel Matignon. Pierre Messmer y accède avec une image de sérieux, de rigueur et d'intégrité. Un an plus tard, c'est à lui que revient le mérite de la victoire aux élections législatives de 1973. Dans un contexte difficile, le soldat remporte cette nouvelle bataille. À la veille du premier choc pétrolier, il prend des mesures décisives pour assurer à la France son indépendance énergétique, grâce à un ambitieux plan de développement électro-

nucléaire. En toutes choses, il reste fidèle aux préceptes du Général, qui requiert un « État pionnier » et non un « État suiveur ».

Pierre Messmer agit avec résolution, mais sans agitation. Il ne se départit pas de son calme légendaire, marmoréen. Georges Pompidou s'étonne de l'équanimité de son Premier ministre, ce révolté de 1940. Comme si le fait d'avoir pris des risques inconsidérés dans sa jeunesse le prémunissait contre les politiques aventureuses dans son âge mûr. Cette sagesse, cette indifférence au qu'en dira-t-on, à la loi des médias, ne vont pas sans un réel courage, politique celui-là, mais pas si éloigné de celui dont Messmer avait fait montre dans les sables de Libye.

C'est à Pierre Messmer qu'il revient de conduire le pays aux côtés d'un président de la République dont l'état de santé est de plus en plus préoccupant. J'ai eu moi-même, à cette époque, l'occasion de côtoyer Georges Pompidou, d'apprécier sa courtoisie, sa culture, aussi étendue dans le domaine de l'art contemporain que dans celui de la littérature classique. Relisant son anthologie de la poésie française, comment ne pas être frappé par la tristesse qui se dégage des dernières pages ? Les vers choisis, qu'ils soient de Chénier, Baudelaire ou Éluard, évoquent tous la même échéance...

« O mort ! Vieux capitaine ! Il est temps ! Levons l'ancre !
Ce pays nous ennuie, O mort appareillons ! »

Le président se trouve atteint d'une forme rare de leucémie, la maladie de Waldenström. Face à la traque médiatique d'un homme malade, Pierre Messmer agit habilement, non seulement pour assurer la conduite de l'État, mais aussi pour protéger le président des pressions, des supputations, des prédictions. Une nouvelle fois, il s'acquitte de sa mission de bouclier.

Lorsque Georges Pompidou meurt dans l'exercice de ses fonctions, le voici en première ligne. Que faire ? Des appétits se font aussitôt jour. Pierre Messmer réfléchit, poussé par les uns, dissuadé par les autres. Un spectre le hante, celui de la division. Pour lui, sa candidature à la succession, à laquelle, en qualité de Premier ministre, il peut légitimement prétendre, ne se conçoit que dans l'unité. Les gaullistes offriront-ils le spectacle de deux compagnons de la Libération s'affrontant pour la magistrature suprême ? Pierre Messmer s'y refuse. Il n'ira pas. La suite est connue. En mai 1974, les Français élisent un nouveau président de la République. Une nouvelle ère s'ouvre. Sa décision, Pierre Messmer l'a expliquée avec simplicité et humilité. Je le cite : « Depuis le début de ma vie active, j'avais toujours eu conscience de dominer ma fonction, grande ou petite, donc d'être capable de l'assumer au mieux, ce qui me donnait assurance et autorité. Pour la première fois, je n'étais plus sûr de moi et je devais me poser la question : serais-je capable d'être président

de la République ? La réponse n'était pas évidente. »

Il y a plusieurs façons de considérer la politique. Pour Pierre Messmer, elle n'était pas une ambition, mais un service. Une carrière, pensait-il, ne s'interrompt pas à la suite d'une défaite électorale, mais quand l'intéressé estime que sa mission est accomplie. Des hommes politiques, au premier rang desquels le général de Gaulle, sont entrés dans l'Histoire par cet acte fondateur qu'est la rébellion. Pierre Messmer n'a jamais démissionné, mais il a montré que la mesure et le renoncement personnel peuvent aussi être l'expression du courage. Il songeait à l'intérêt du pays avant de penser au sien. Je n'évoque que pour mémoire les éminents services qu'il a rendus à l'Institut, et que chacun de vous a pu apprécier. Ce que, peut-être, vous avez moins perçu, c'est la valeur inestimable de la bibliothèque que ce lecteur impénitent a léguée, dans une absolue discrétion, à sa ville de Sarrebourg. Là comme ailleurs, il nous laisse un héritage à méditer et à saluer.

Mesdames et Messieurs,

Dans cette enceinte vouée à la défense et au rayonnement de la France, qu'il me soit permis d'évoquer une ambition à laquelle j'ai voué une partie de ma vie : l'Europe. Elle a été l'horizon qu'au lendemain de la guerre quelques pères fondateurs se sont fixé pour remiser à jamais les guerres fratricides. Ce projet, Pierre Messmer l'avait vu naître et l'a accompagné comme ministre, loyalement mais prudemment. Il a accueilli avec scepticisme certaines avancées de la construction européenne, et notamment la création de la monnaie unique. Les traités successifs de Maastricht, de Nice et de Lisbonne l'ont conduit à s'interroger sur le processus en cours. Son histoire personnelle le rattachait à la nation, et le cadre supranational ne lui était pas spontanément familier. Pourtant, lorsqu'en 2003 votre Académie fut consultée sur le projet de Constitution européenne, dans l'élaboration duquel votre confrère Valéry Giscard d'Estaing a joué un rôle éminent, Pierre Messmer s'y consacra avec le sens des responsabilités qu'on lui connaît.

Cette aventure européenne fut et demeure le grand défi de la génération à laquelle j'appartiens. Emmanuel Berl disait que l'Europe devait être tout à la fois une communauté de désirs et de doctrines. Peut-être Pierre Messmer estimait-il que les doctrines affadissent par trop le désir ? Ce défi lancé aux vieilles nations, je l'ai accueilli et accompagné avec plus d'optimisme que Pierre Messmer. Et l'ancienne présidente du Parlement européen que je suis est heureuse de devenir aujourd'hui, dans cette enceinte, l'un des porte-parole de cette idée européenne qu'illustre depuis ses origines l'Académie. Ne sommes-nous pas en train de discourir dans un lieu appelé « Collège des Quatre-Nations », appellation qui dit bien sa vocation à l'ouverture ?

Les pères de l'Europe ont voulu construire une réalité à partir du rêve d'un homme dont la voix a retenti nombre de fois sous cette Coupole. J'ai nommé Victor Hugo. En 1841, fraîchement élu à l'Académie, il se consacre à la rédaction d'un texte sur le Rhin, où il ébauche le projet d'une union européenne fondée sur ce qu'il est convenu aujourd'hui de nommer le couple franco-allemand. Il écrit : « La France et l'Allemagne sont essentiellement l'Europe. L'Allemagne est le cœur, la France est la tête. Le sentiment et la pensée, c'est tout l'homme civilisé. Il y a entre les deux peuples connexion intime, consanguinité incontestable. Ils sortent des mêmes sources ; ils ont lutté ensemble contre les Romains ; ils sont frères dans le passé, frères dans le présent, frères dans l'avenir. »

Fraternité et avenir, sous l'égide de ces beaux mots, qui ont naturellement cours chez vous, je suis fière d'être reçue par votre Compagnie.

